



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 457 – 2 septembre 2022

Zoom sur le système bancaire de l'UEMOA en 2021

Le [Rapport annuel 2021](#) de la Commission Bancaire de la BCEAO souligne les bonnes performances du système de bancaire de l'UEMOA, en raison notamment de la mise en œuvre d'importants programmes de relance économique et du maintien, par la BCEAO, d'une politique monétaire accommodante.

📊 17,1% de hausse du bilan total des établissements de crédit en activité

A fin 2021, le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'UEMOA a augmenté de 3 unités pour s'établir à 155, du fait (i) de l'installation d'une succursale de Coris Bank en Guinée-Bissau ; (ii) des agréments accordés à deux établissements financiers à caractère bancaire (Amana et Zeyna) établis au Niger. Les établissements de crédit en activité sont au nombre de 154 (131 banques et 23 établissements financiers) et leur total de bilan est ressorti à 55 356 Mds FCFA (84,4 Mds EUR), soit une progression de 17,1% par rapport à 2020. Le secteur bancaire ivoirien demeure le plus important de la zone avec 33,7% de part de marché (en termes de total de bilan) et 30 établissements installés. Il est suivi par celui du Sénégal avec 18,7% de part de marché pour 31 établissements installés. Enfin, les 21 principaux groupes bancaires (part de marché supérieure à 2%) détiennent 75,3% du total des actifs bancaires et représentent 84,9% du résultat net global. Les plus importants sont Ecobank (10,1% des actifs contre 10,7% en 2020), Société Générale (9,8% contre 9,3% en 2020), Coris Bank International (8,6% des actifs contre 7,6% en 2020), Bank Of Africa (8% contre 8,9% en 2020) et Atlantic Business International (7,3% contre 8,1% en 2019).

📊 Une bonne performance des crédits et des dépôts

Les crédits à la clientèle, nets des provisions, se sont accrus de 12,5%, pour atteindre 27 622 Mds FCFA (42,1 Mds EUR) à fin 2021. Ils sont composés essentiellement des crédits à court terme (54,5%) et des crédits à moyen terme (36,6%), et principalement concentrés dans les branches "Commerces, restaurants et hôtels" (28%) et "Services à la collectivité et services sociaux" (20%). La croissance des crédits a été plus importante au Burkina Faso (+16%) et au Mali (+15,9%). S'agissant des dépôts et emprunts, ils ont progressé de 19,6% pour s'établir à 39 088,8 Mds FCFA (59,6 Mds EUR) en 2021. De même, cette hausse est plus prononcée au Burkina Faso (+24,6%) et au Mali (+22,4%).

LE CHIFFRE À RETENIR

154

Le nombre d'établissements de crédit en activité dans l'UEMOA

Une augmentation significative de la rentabilité

Le **Produit Net Bancaire (PNB)** de l'ensemble des établissements de l'Union a augmenté de **8,8%** pour s'établir à 2 557,6 Mds FCFA (3,9 Mds EUR) en 2021. Quant au coefficient net d'exploitation, mesurant le niveau d'absorption du PNB par les frais généraux, il ressort en baisse de **4,1 points de pourcentage** en glissement annuel pour s'établir à 61% en 2021. Enfin, le **résultat net global a augmenté de 67,5%**, pour se situer à 799,4 Mds FCFA (1,2 Md EUR). Par pays, il convient de souligner que ce résultat net est particulièrement porté par le secteur bancaire ivoirien qui représente 41,1% du résultat net global ; toutefois, celui du Bénin a enregistré la plus forte croissance, soit +224,3%.

Une amélioration de la solidité financière

Les **taux brut et net de dégradation du portefeuille se sont établis respectivement à 10,3% et 3,9% en 2021**, en recul par rapport aux niveaux de 11,6% et 4,3% enregistrés en 2020. Les taux de dégradation brut les plus élevés ont été enregistrés en Guinée-Bissau (20,2%), au Niger (19,7%) et au Bénin (12,5%). Le ratio moyen de solvabilité global des établissements de crédit de l'Union est ressorti à **12,6%** en 2021, au-dessus de la norme minimale de 10,375% exigée à fin 2021, et contre 12,4% en 2020. A l'exception de la Guinée-Bissau et du Togo, toutes les autres places bancaires de l'UEMOA se trouvaient au-dessus de cette norme.

Statistiques sur les établissements de crédit en activité de l'UEMOA en 2021

Pays	Effectif	Total bilan (Mds FCFA)	Résultat net (Mds FCFA)	Crédits (Mds FCFA)	Dépôts (Mds FCFA)	TBDP ¹	Ratio moyen de solvabilité
Bénin	15	5 330,8 (+25,5%)	54,1 (+224,3%)	2 013 (+10,6%)	3 460,8 (+21,9%)	12,5% (-3,6 pp)	13,6%
Burkina Faso	19	8 016,9 (+20,9%)	127 (+56,1%)	3 825,5 (+16%)	5 671,9 (+24,6%)	7,4% (-2,2 pp)	13,4%
Côte d'Ivoire	30	18 657 (+16,4%)	329 (+46,4%)	9 710,1 (+11,5%)	14 066,7 (+20,9%)	8,8% (-0,5 pp)	12,7%
Guinée-Bissau	6	381,5 (+11,3%)	2,8 (+54,3%)	146,8 (+4,7%)	214,4 (+7,6%)	20,2% (-1,2 pp)	-2% ²
Mali	17	6 421,4 (+14,1%)	82,6 (+63,9%)	3 270,8 (+15,9%)	4 473,6 (+22,4%)	9,7% (-0,2 pp)	14,2%
Niger	20	2 258,8 (+12,4%)	27 (+68,7%)	1 243 (+12,7%)	1 446,3 (+15,6%)	19,7% (-5,4 pp)	14,5%
Sénégal	31	10 343,7 (+16%)	144,1 (+109,2%)	5 806,4 (+11%)	7 079,5 (+13%)	11,5% (-2,2 pp)	12,2%
Togo	17	3 945,9 (+14,3%)	32,7 (+89,7%)	1 606,3 (+12%)	2 675,5 (+17,9%)	11,9% (-3,9 pp)	6,8%
UEMOA	154	55 356 (+17,1%)	799,4 (+67,5%)	27 621,9 (+12,5%)	39 088,8 (+19,6%)	10,3% (-1,3 pp)	12,6%

¹Taux brut de dégradation du portefeuille de crédits

²Ce niveau du ratio en Guinée-Bissau est lié à la situation d'un établissement dont les fonds propres sont négatifs avec un poids important sur la place bancaire nationale.

Régional

Renouvellement du partenariat entre la BOAD et la JBIC pour la promotion de la durabilité environnementale

Le 27 août 2022, en marge de la 8^{ème} Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-8), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Japan Bank for International Cooperation (JBIC) [ont renouvelé](#) leur partenariat, datant d'août 2019, visant la

promotion de la durabilité environnementale et sociale dans les pays de l'UEMOA. Dans le détail, cet accord vise à soutenir les projets, avec la participation d'entreprises japonaises, qui contribueront à la préservation de l'environnement et notamment à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Signature d'un mémorandum d'entente pour le gazoduc transsaharien

Le 28 juillet 2022, le Ministre de l'Energie du Niger ainsi que ses homologues d'Algérie et du Nigéria

[ont procédé](#) à la signature d'un mémorandum d'entente pour la concrétisation du projet de Gazoduc transsaharien (TSGP) qui permettra, à terme, de livrer du gaz nigérian en Europe mais aussi d'alimenter les pays du Sahel. Dans le détail, le TSGP, dont le coût d'investissement est estimé à 10 Mds USD, sera d'une longueur de 4 188 km et traversera le Nigeria (1 037 km), le Niger (841 km) et l'Algérie (2 310 km). Initialement lancé en 2009, ce projet est réactivé dans un contexte géopolitique marqué par la flambée des prix du gaz.

❖ Bénin

Eiffage remporte le contrat de rénovation et d'extension du port de Cotonou

Dans [un communiqué](#) publié le 30 août 2022, la société française Eiffage, à travers sa filiale Eiffage génie civil marine, a annoncé avoir remporté, en groupement avec la société française Spie batignolles fondations et la béninoise Adéoti, les travaux d'extension et de modernisation du port autonome de Cotonou. D'un montant de 160 M EUR (dont 119 M EUR sont destinés à Eiffage), ce chantier, d'une durée de 48 mois et qui devrait débuter au 1^{er} trimestre 2023, visera notamment : (i) le renouvellement, l'approfondissement et l'extension du quai Nord ; (ii) l'extension du quai Sud ; (iii) l'extension du bassin portuaire avec création d'un talus en enrochement au fond de darse ; (iv) le dragage de tous les postes à quais et le dragage d'entretien du bassin.

❖ Burkina Faso

Exécution satisfaisante du budget de l'Etat au 1er semestre 2022

Lors du Conseil des Ministres du 31 août 2022, le gouvernement [a examiné](#) un rapport sur la situation d'exécution du budget au 30 juin 2022. Ainsi, au titre des recettes, 1 214,9 Mds FCFA (1,8 Md EUR) ont été collectés soit un taux

d'exécution de 49,6%, en progression de 0,6 point de pourcentage (p.p.) par rapport à l'exercice précédent. Au titre des dépenses, 1 398,6 Mds FCFA (2,1 Mds EUR) ont été engagés soit un taux d'exécution de 47,9%, en baisse de 2,5 p.p. par rapport à l'exercice précédent. Ainsi, le solde budgétaire global est ressorti déficitaire de 183,7 Mds FCFA (280,1 M EUR) au 1^{er} semestre 2022.

Inflation à +18,2% en g.a. au mois de juillet 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 18,2% en glissement annuel (g.a.) au mois de juillet 2022, contre 17,8% en g.a. le mois précédent. Cette hausse des prix se justifie essentiellement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+30,7% en g.a.).

❖ Cap-Vert

La dette publique atteint près de 151% du PIB en juin 2022

Selon le Ministère des Finances, l'encours de la dette publique [a dépassé](#) fin juin 2022 293,5 Mds CVE (2,7 Mds EUR), soit une hausse de 9,4 % en glissement annuel (g.a.), représentant 150,9% du PIB et composé à près de 70% de dette extérieure. L'allégement, la restructuration ou l'annulation de la dette extérieure du Cap-Vert est un objectif à court terme assumé par le Gouvernement, qui est en discussions avec les créanciers internationaux et notamment le Portugal, pour libérer des ressources financières afin de favoriser la reprise économique.

❖ Côte d'Ivoire

Hausse de 12,8% en g.a. de la production industrielle en mai 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), la production industrielle en volume [a enregistré](#) une croissance de 12,8% en glissement annuel (g.a.) en mai 2022. Elle se justifie principalement par la bonne performance des industries de production et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité (+22,3% en g.a.) mais également par celle des industries manufacturières (+11,5% en g.a.), en lien notamment avec le regain de la métallurgie (+58,6% en g.a.). A noter en outre la progression des industries extractives (+8,3% en g.a.) et dans une moindre mesure des industries environnementales (+4,8% en g.a.). En cumul, sur les 5 premiers mois de l'année 2022, la production industrielle a enregistré une hausse globale de 10,1%.

Plus de 100 M EUR de la BIDC pour 2 projets de développement

Le 30 août 2022, le Ministre de l'Economie et des Finances et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) [ont procédé](#) à la signature de deux accords de prêts, pour un montant total de 67,1 Mds FCFA (102,3 M EUR), afin d'améliorer les services de santé et de contribuer au développement du pôle agro-industriel du Nord du pays. Dans le détail, le 1^{er} projet, d'un montant de 37,1 Mds FCFA (56,6 M EUR) permettra notamment, parmi des hôpitaux de référence ciblés sur tout le territoire, d'accroître de 41,7% le nombre de salles opératoires aux normes et d'en améliorer la fonctionnalité ainsi que d'œuvrer pour un renforcement des capacités. Le 2nd projet, d'un montant de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR), aura pour objectif de contribuer à l'accroissement de la sécurité et de l'indépendance alimentaire en renforçant le Projet de pôle agro-industriel dans le Nord (2PAI-Nord).

❖ Gambie

La Banque centrale relève son taux directeur à 12% (+1 p.p)

Le Comité de la politique monétaire (CPM) de la Banque centrale de Gambie (CBG) s'est réuni le 31 août 2022. Selon [le communiqué de presse](#), la croissance économique devrait s'établir à 5,2% en 2022 (contre une prévision initiale de 4,7%) en raison notamment du rebond du secteur touristique et de l'investissement public. Toutefois, le niveau d'inflation demeure élevé à +12,3% en glissement annuel (g.a.) en juillet 2022 (contre +11,7% en g.a. le mois précédent) et devrait connaître une trajectoire ascendante. Par ailleurs, à fin juin 2022, les réserves de change permettaient de couvrir 5,4 mois d'importations (contre 6 mois à fin mai 2022). Tenant compte de ces facteurs, le CPM a décidé (i) de relever le taux directeur de la CBG de 1 point de pourcentage (p.p) pour le porter à 12 % ; (ii) de maintenir le taux de réserves obligatoires à 13% ; (iii) de maintenir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt permanent à 3% et d'augmenter celui de la facilité de prêt permanent à 13% (+1 p.p). A noter également que la CBG a décidé, le 31 août 2022, de lever les restrictions qu'elle avait mis en place en mai dernier concernant le dépôt et le retrait de devises étrangères.

📍 Guinée

520 M USD sur 3 ans de la Banque mondiale dans le cadre du programme IDA 20

Le 27 août 2022, le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan [a annoncé](#) l'octroi par la Banque mondiale (BM) d'une enveloppe de 520 M USD sur 3 ans dans le cadre du programme IDA 20 en faveur des pays à faibles revenus. Composé à 27% de prêts et à 73% de dons, ce financement permettra au gouvernement de poursuivre ses réformes en matière de gestion des finances publiques et de stabilisation du cadre macroéconomique mais aussi de développer des secteurs stratégiques tels l'énergie, les infrastructures ou l'agriculture. Selon le Ministre de l'Economie, il permettra également de favoriser l'employabilité des jeunes et le renforcement des capacités.

Mise en place d'un prix de vente référence pour la bauxite

Dans [un communiqué](#) publié le 17 août 2022, le gouvernement guinéen a annoncé mettre en place un prix de référence pour les sociétés minières qui produisent et exportent de la bauxite, applicable dès le 1^{er} septembre 2022. Cette mesure vise à éviter la sous-évaluation du prix de la bauxite et la perte de recettes qui en découle. En effet, selon une étude du gouvernement guinéen, la sous-évaluation du prix de la bauxite, combinée aux exonérations fiscales accordées aux sociétés minières, aurait engendré des pertes de recettes estimées à 250 M USD en 2019 et 350 M USD en 2020. La mise en place d'un prix de référence devrait permettre au gouvernement de collecter près d'1 Md USD de recettes fiscales en 2023.

📍 Mali

Création d'une société nationale pour la recherche et l'exploitation des ressources minérales

Lors du Conseil des Ministres du 24 août 2022, le gouvernement [a adopté](#) un projet d'ordonnance portant création de la Société de recherche et d'exploitation des ressources minérales du Mali. Cette société, dont l'actionnaire unique est l'Etat, a pour but la recherche, l'exploitation, le traitement et la commercialisation des substances minérales maliennes dans les limites des périmètres qui lui sont octroyés. Elle devrait permettre au gouvernement d'explorer son potentiel pétrolier et gazier mais également de tirer profit des nombreux minéraux présents dans son sol (or, fer, bauxite, cuivre, etc.).

📍 Mauritanie

Lancement d'une étude de faisabilité de gazoduc offshore

La Mauritanie, via la société Nationale Industrielle et Minière (SNIM), [a lancé](#) une consultation internationale restreinte pour l'étude de faisabilité d'un réseau de gazoducs offshore. Cette étude viendra compléter la stratégie gazière réalisée récemment par le gouvernement (Gas Master Plan) et viendra en perspective de la mise en exploitation de la 1^{ère} phase du champ Grand Tortue Ahmeyim (GTA) fin 2023, de la décision prochaine d'investissement de la phase 2 de GTA mais également des promesses de développement du champ gazier de Bir Allah.

📍 Niger

Amorce d'une baisse des prix des produits céréaliers et horticoles

Selon le bulletin hebdomadaire du Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA), les principaux prix des céréales et produits horticoles ont entamé une baisse depuis la semaine du 10 août 2022. En effet, les prix des céréales produites sur le territoire national, en particulier le sorgho, le mil et le maïs, ont enregistré respectivement une baisse de 4%, 2% et 1%, après plusieurs mois de hausse. Cette tendance à la baisse sur la période récente est le résultat, d'une part, de la politique du gouvernement et des partenaires internationaux, qui ont intensifié les ventes à prix modérés et les distributions gratuites ciblées, et, d'autre part, de l'arrivée des premières récoltes en provenance de la région de Maradi et du Nigéria.

La construction du barrage de Kandadji exécutée à hauteur de 24%

A l'issue de la première des trois phases de travaux, le 30 juillet 2022, le taux d'exécution des travaux de génie civil du barrage de Kandadji était de 24%. A terme, le barrage devrait permettre de générer une production annuelle moyenne d'électricité de 617 GWh tout en augmentant la production alimentaire du bassin. La mise en eau de ce projet, dont le coût total est de 740 Mds FCFA (1,1 Md EUR) est financé par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement, est prévue pour 2025.

📍 Sénégal

Orabank mobilise 38,1 M EUR en faveur de FREE Sénégal

Le 1^{er} septembre 2022, le Groupe Orabank a annoncé la mobilisation d'un financement de 25 Mds FCFA (38,1 M EUR) en faveur de la société SAGA Africa Holdings Limited AS, opérateur de téléphonie mobile exploitant la marque FREE au

Sénégal. D'après le communiqué du Groupe, l'opération menée en syndication (CBAO Groupe Attijariwafa bank, la Banque internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal, et la Société générale Sénégal) porte sur un crédit à moyen terme et devrait permettre à FREE de refinancer sa dette et de réaliser son programme d'investissement qui repose sur : (i) la poursuite de la modernisation du réseau 4G+ ; (ii) le déploiement de l'offre d'internet fixe à très haut débit; et (iii) l'accroissement de sa présence sur l'activité mobile money.

Lancement du programme E-PME financé à hauteur de 24 M USD

L'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (ADEPME) a lancé, le 1^{er} septembre 2022, son projet E-PME (24 M USD) visant à promouvoir l'adoption de technologies avancées au sein des PME. Avec l'appui du Fonds souverain d'investissement (FONSIS) et du Fonds de garantie des investissements (FONGIP), le projet vise à accompagner le processus de digitalisation de 5 000 entreprises dans le but de leur permettre d'augmenter leurs capacités de production et de création d'emplois. Ce projet est une composante du Programme « Emploi, transformation économique, relance » (ETER) financé par la Banque mondiale.

Hausse de 24,2% des prix de la production industrielle en g.a. à fin juillet 2022

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), les prix de la production industrielle (hors égrenage de coton) se sont accrus de 24,2% sur les 7 premiers mois de l'année 2022 en glissement annuel (g.a.). Cette évolution se justifie par la hausse des prix des produits des industries extractives (+30,3% sur la période) mais également par celle des produits manufacturiers (+26,5% en g.a.), en lien avec les prix des produits chimiques, pharmaceutiques, du travail du caoutchouc et du plastique (+63,7% en g.a.) et des produits du raffinage et de la cokéfaction (+48,2% en g.a.).

Sierra Leone

Inflation à +29,5% en g.a. en juillet 2022

Selon l'institut national en charge de la statistique, le taux d'inflation s'est établi à +29,5% en glissement annuel (g.a.) en juillet 2022, contre +27,9% le mois précédent. Cette hausse des prix se justifie par celle de la nourriture et des boissons non alcoolisées (+30,6% en g.a.), des transports (+50,9% en g.a.) ou encore des services de restaurations et hôtels (+51,6% en g.a.). En termes de répartition géographique, la hausse des prix est accentuée dans la région du Sud (+36,5% en g.a.) et relativement plus modérée au Nord-Est (+25,5% en g.a.).

Togo

Baisse du taux de redevance des marchés publics à 0,75%

Lors du Conseil des Ministres du 25 août 2022, le gouvernement togolais a adopté un projet de décret visant à baisser le taux de la redevance des marchés publics de 1,5% à 0,75%. Cette mesure, qui s'inscrit dans une volonté d'améliorer le climat des affaires et le cadre normatif de la commande publique, permettra d'alléger le poids des charges des opérateurs économiques et titulaires d'un marché public. Elle assurera également l'autonomie financière des organes de gestion des marchés publics.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international